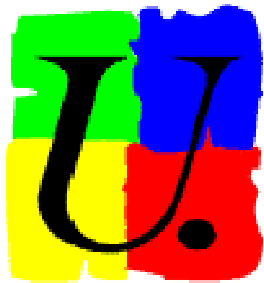


FS



Section départementale du Var

13, Avenue Amiral Collet

83000 Toulon

Téléphone : 04 94 93 04 40

Télécopie : 04 94 93 04 74

Portable : 06 15 05 83 03

Adresse électronique : fsu83@fsu.fr

Fédération Syndicale Unitaire

Déclaration liminaire, CTPD second degré du 5 octobre 2010.

Le rapport de l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale, remis en juillet à Luc Chatel et par la presse, apporte, de la part d'une institution peu suspecte d'attitude spontanément contestataire envers le ministre, une confirmation de ce que la FSU, avec la profession, affirme avec force depuis un an : le ministre cache la réalité d'un second degré sous tension sous une communication mensongère et lénifiante.

La révélation de ce rapport a été opportunément suivie de la publication tant attendue et tellement différée des prévisions d'effectifs d'élèves pour les années à venir : une augmentation estimée pour le second degré à 39 200 en 2010 et 61 900 en 2011 et touchant particulièrement le collège.

Les choix budgétaires et idéologiques du gouvernement, en contradiction flagrante avec cette remontée des effectifs des élèves en collèges et en lycées sacrifient l'avenir du second degré et des jeunes qui y sont scolarisés. A ce titre, le rapport de l'inspection générale pointe, en termes choisis mais clairs, les conséquences dans les collèges et les lycées de la politique budgétaire et éducative du gouvernement : un déficit de moyens d'enseignement chiffré à 2700 emploi temps plein), l'augmentation des effectifs par classes, le recours accru à des personnels non titulaires et une incapacité à satisfaire les remplacements, une dégradation des conditions d'emplois et de service des personnels, une réforme de la formation des maîtres mal pensée et dont l'organisation renvoyée au local relève du bricolage et de l'anarchie, une opacité de la mise en œuvre de la réforme de la Seconde (enseignements exploratoires, accompagnement personnalisé)...

Le ministre traitera-t-il le rapport de l'inspection générale avec le même mépris que celui qu'il manifeste pour les personnels et leurs organisations syndicales ? Il s'est coupé non seulement des personnels mais aussi semble-t-il de son administration. Le ministre doit affronter la réalité de la situation critique de l'institution dont il a la charge et comprendre enfin la nécessité d'une tout autre politique budgétaire et éducative. Et pourtant ... les chiffres du budget sont tombés : 16 120 suppressions dans l'Education Nationale, une véritable provocation qui nous révolte et qui nous peine pour nos élèves.

Dans notre département, nous avons pu assister à une mise en œuvre de la réforme de la formation des enseignant-es qui laisse songeur : à la rentrée, quantité de stagiaires n'avaient pas de tuteurs, l'administration a paré au plus pressé, des stagiaires en lycée ont leur tuteur en collège, beaucoup ne sont pas dans le même établissement ... Quand une réforme est contestée par l'ensemble des professionnels, il est affligeant de la voir appliquée à marche forcée alors que tout le monde sait que nous courons à la catastrophe. Nos classes sont chargées et certains redoublants n'ont pu être pris dans leur établissement. Nos élèves de lycée n'ont pas tous leurs livres : la photocopie est donc largement utilisée alors que tout le monde parle de développement durable. Pas un lycée n'applique de la même façon les niveaux de compétence en langue ou l'accompagnement personnalisé : on nous parlera certainement d'autonomie des établissements, nous nous y voyons surtout un manque de lisibilité et un flou artistique qui effraient les familles, ne rassurent pas les élèves et consternent nos collègues. En collège la marche forcée vers le livret de compétence va dans le même sens : comment peut-on nous parler sur ce sujet de pédagogie renouvelée

quand en même temps, les inspections et les chefs d'établissement nous recommandent de valider 80 % des élèves.

Nous sommes aussi consternés par la proposition du pont de l'ascension : on nous parle de reconquête du mois de juin et on enlève un jour aux élèves au moment où ils en ont le plus besoin ? Les médias auront beau jeu de se gausser de notre administration. Dans le second degré, la répétition de l'emploi du temps du vendredi le mercredi 3 novembre et le vendredi 5 n'est certainement pas non plus très « pédagogique » ni très respectueuse du rythme scolaire des élèves sur lequel pourtant tant spécialistes se penchent. Et que dire de tous ces chefs d'établissements qui n'ont même pas présentés cette dérogation en CA pour avis ? Heureusement votre dernier courrier permet d'espérer que tout rentre dans l'ordre : même si nous ne partageons pas l'idée d'un pont à l'ascension, nous voulons qu'à minima cette décision se fasse avec l'ensemble de la communauté éducative en CA dans le respect de tous pour permettre qu'un véritable débat ait lieu.

Au sujet des documents en notre possession : avons pu avoir, comme d'habitude, la liste de tous les établissements avec leur nombre d'élèves et leur DGH définitive. Seul ce document nous permet de faire un travail approfondi et en toute transparence. Vos services nous ont fait part de leur difficulté pour établir un tel tableau car la date du CTPD est particulièrement avancée cette année mais ont pu nous faire parvenir vendredi les chiffres que nous demandions. En tout état de cause, même si vos chiffres ne sont pas assez stabilisés, nous ferons des propositions en partant du principe qu'il faudra attendre d'avoir des chiffres stabilisés et sûrs pour pouvoir donner des heures aux établissements qui semblent aujourd'hui avoir plus d'élèves. A l'heure où le ministère cache ses chiffres sur les élèves et que les prévisions d'effectifs n'ont été rendus publiques que par l'intermédiaire du rapport de l'Inspection, nous trouvons que l'absence de tableaux dans les documents envoyés mardi dernier était plutôt contrariant ... nous apprécions de les avoir et nous vous en remercions.

Certes, les organisations syndicales sont peu entendues par le gouvernement, plus graves, les citoyen-nes de ce pays ne le sont pas non plus. Au sujet des retraites, après des journées de mobilisations de plus en plus massives contre le projet de réforme, confortées par le soutien de la population que confirment tous les sondages d'opinion, le gouvernement s'obstine à ignorer le refus de son projet.

Face à ce mépris et à cette intransigeance, l'intersyndicale a répondu immédiatement par un nouveau rendez-vous le 12 octobre ! L'avenir de notre système de retraite relève d'un enjeu de société capital et notamment pour les jeunes générations.

Alors que va s'engager, au Sénat, la deuxième phase du débat parlementaire, il est possible de faire reculer le pouvoir. Le gouvernement a perdu la bataille de conviction. En plus des mesures d'âge communes à tous les salariés, ce projet régressif vise particulièrement les agents de la Fonction publique : augmentation des retenues pour pension, restriction du minimum garanti, fin brutale du droit des mères de trois enfants à partir de manière anticipée, situation des polypensionnés, quasi suppression de la CPA...

La FSU se félicite de la réussite du 2 octobre et appelle à manifester massivement le mardi 12 octobre. Le gouvernement doit retirer son projet et ouvrir enfin les négociations nécessaires avec les organisations syndicales pour décider d'une tout autre réforme juste et solidaire.